



DÉCLARATION DE NOTRE TERRE EST NOTRE VIE

LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE ET LES ORGANISATIONS CONFESIONNELLES APPELLENT À UNE ACTION URGENTE LORS DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'AFRIQUE ET DE L'UNION EUROPÉENNE.

La société civile africaine et les leaders religieux de la plateforme "Notre terre est notre vie" appellent les ministres des affaires étrangères africains et européens à s'assurer que les besoins et préoccupations réels des populations africaines soient pris en compte lors de leur réunion ministérielle du 26 octobre.

En amont du sommet UA-UE, la réunion de Kigali rassemble les ministres des affaires étrangères de l'UA et de l'UE pour discuter des questions de sécurité, de paix et de gouvernance ; d'éducation, de science et de technologie ; de migration et de mobilité ; et de transformation durable. En raison de l'héritage du colonialisme et des énormes différences de pouvoir et de capacité entre l'Europe et l'Afrique, ces discussions ont tendance à s'inscrire dans un contexte européen plutôt qu'africain. Par conséquent, les questions les plus urgentes pour l'Afrique ont tendance à être reléguées au second plan ou à ne pas figurer à l'ordre du jour. En tant que plateforme de la société civile et de la foi, dirigée par des Africains et travaillant pour la justice foncière et la gestion durable de l'utilisation des terres, nous voyons ces sujets à travers le prisme des utilisateurs africains des terres.

Nous demandons instamment à l'UA et à l'UE de s'engager sincèrement auprès de la société civile africaine et des communautés religieuses afin de garantir une participation significative des communautés au processus de partenariat Afrique-UE.

La gouvernance foncière est une question essentielle. L'impunité avec laquelle les entreprises et les élites s'emparent des terres et des ressources naturelles africaines et les dommages qu'elles causent aux systèmes alimentaires de l'Afrique, à notre environnement, à nos sols, à nos terres et à notre eau, à notre biodiversité, à notre nutrition et à notre santé, constituent une préoccupation majeure. L'accaparement des terres pousse les gens à quitter leurs terres, ce qui alimente les conflits et provoque des déplacements, puis des migrations à la recherche de nourriture et de moyens de subsistance. Les femmes sont souvent les premières à en souffrir.

En 2021, plus de 25 millions d'hectares de transactions foncières ont été conclus sur le continent africain. Les acquisitions foncières à grande échelle par des acteurs privés sont encouragées et soutenues financièrement par les gouvernements et leurs banques publiques de développement. Un réseau complexe de financeurs, dont des fonds d'investissement privés et des institutions européennes de financement du développement, finance les projets d'acquisition de terres.

Nous demandons la fin du financement des projets d'acquisition de terres à grande échelle, des opérations agro-industrielles des entreprises et des investissements spéculatifs par les banques publiques de développement.

Le projet de stratégie de gouvernance foncière de l'UA considère que *"la terre est un facteur de production essentiel pour la plupart des activités économiques, d'autant plus que l'Afrique est une économie basée sur l'agriculture"*. "Cette optique économique étroite masque le contexte foncier africain beaucoup plus large. Pour la plupart des Africains, la terre n'est ni une marchandise négociable ni une possession individuelle ; c'est un don de Dieu et de nos ancêtres, un bien commun.

Nous appelons les ministres à s'efforcer de parvenir à des accords qui garantissent l'utilisation durable des terres pour les centaines de millions d'Africains qui en dépendent, en particulier les femmes.

La sécurité, c'est aussi la possibilité pour les familles de manger à leur faim et d'assurer l'avenir de nos enfants. Nos jeunes risqueraient-ils vraiment leur vie en traversant l'Europe s'ils pouvaient gagner décemment leur vie chez eux ?

Nous appelons les ministres à reconnaître la nécessité d'un changement transformationnel dans l'agriculture et la production alimentaire.

Les approches de la révolution verte en matière d'agriculture, fondées sur des technologies importées et des apports d'engrais et de pesticides à forte intensité de capital, n'ont pas réussi à accroître la productivité ni à réduire la faim et la pauvreté, tout en dégradant nos sols, en abattant nos forêts et en gaspillant des milliards de dollars du secteur public. L'importation des excédents alimentaires européens subventionnés met les producteurs locaux en faillite tout en créant davantage de dépendance. Les plateformes agroalimentaires et les solutions numériques ont peu de chances de profiter à nos petits agriculteurs.

Nous appelons les gouvernements à mettre l'agroécologie sur la table des politiques et à reconnaître son succès dans la production d'aliments à faible coût d'intrants, avec un énorme potentiel pour créer des emplois pour les jeunes, fournir des régimes alimentaires sains, et rendre les communautés agricoles plus résistantes aux chocs.

N'oublions pas la crise climatique qui présente déjà des défis majeurs pour ceux qui vivent sur et hors de la terre, bien que l'Afrique ait si peu contribué au problème. Nous avons besoin d'un soutien urgent pour permettre à nos producteurs alimentaires de s'adapter à ces défis.

COVID-19 a montré la fragilité des chaînes d'approvisionnement du système alimentaire mondial, et pourtant l'Afrique n'a pas changé de cap pour devenir moins dépendante des sources extérieures. La faim a augmenté, tandis que les chiffres des vaccins montrent à quel point l'Afrique ne peut pas compter sur les autres en cas de besoin.

###

La plateforme "Notre terre est notre vie" s'inspire d'un proverbe éthiopien : "Quand les araignées unissent leurs toiles, elles ligotent un lion". Ce proverbe capture l'esprit de l'alliance des organisations de la société civile et des organisations confessionnelles qui se sont réunies dans la solidarité et la fraternité pour amplifier les voix des communautés africaines qui luttent pour la justice foncière et la transition vers l'agroécologie.

Le groupe de coordination "Notre terre est notre vie" est composé de dirigeants de :

- Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA)
- Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM)

- Convergence Globale des luttes pour la terre et l'eau en Afrique de l'ouest (CGLTE)
- Assemblée des femmes rurales (RWA)
- Réseau Foi et Justice Afrique Europe (AEFJN)
- Justiça Ambiental JA ! - Les Amis de la Terre Mozambique
- Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement (CICODEV)